CAMERA DEI DEPUTATI N. 1987

DISEGNO DI LEGGE

APPROVATO DAL SENATO DELLA REPUBBLICA

nella seduta del 30 luglio 1984 (Stampato n. 572)

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI
(ANDREOTTI)

DI CONCERTO COL MINISTRO DELL'INTERNO
(SCALFARO)

E COL MINISTRO DI GRAZIA E GIUSTIZIA
(MARTINAZZOLI)

—

Adesione alla convenzione sul riconoscimento dei divorzi e delle separazioni personali, adottata all'Aja il 1° giugno 1970

Trasmesso dal Presidente del Senato della Repubblica alla Presidenza della Camera il 1° agosto 1984

PAGINA BIANCA

DISEGNO DI LEGGE

—

ART. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla convenzione sul riconoscimento dei divorzi e delle separazioni personali, adottata a l'Aja il 1° giugno 1970.

ART. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrre dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo 28 della convenzione stessa.

ART. 3.

La presente legge entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

CONVENTION SUR LA RECONNAISSANCE DES DIVORCES ET DES SEPARATIONS DE CORPS

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant faciliter la reconnaissance de divorces et des séparations de corps acquis sur leurs territoires respectifs,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et son convenus des dispositions suivants:

Article 1.

La présente Convention s'applique à la reconnaissace, dans un Etat contractant, des divorces et des séparations de corps qui sont acquis dans un autre Etat contractant à la suite d'une procédure judiciaire ou autre officiellement reconnue dans ce dernier, et qui y ont légalement effet.

La Convention ne vise pas les dispositions relatives aux torts, ni les mesures ou condamnations accessoires prononcées par la décision de divorce ou de séparation de corps, notamment les condamnations d'ordre pécuniaire ou les dispositions relatives à la garde des enfants.

Article 2.

Ces divorces et séparations de corps sont reconnus dans tout autre Etat contractant, sous réserve des autres dispositions de la présente Convention, si, à la date de la demande dans l'Etat du divorce ou de la séparation de corps (ci-après dénommé «l'Etat d'origine»):

1) le défendeur y avait sa résidence habituelle; ou

2) le demandeur y avait sa résidence habituelle et l'une des conditions suivantes était en outre remplie:

a) cette résidence habituelle avait duré au moins une année immédiatement avant la date de la demande;

b) les époux y avaient en dernier lieu habituellement résidé ensemble; ou

3) les deux époux étaient ressortissants de cet Etat; ou

4) le demandeur était un ressortissant de cet Etat et l'une des conditions suivantes était en outre remplie:

a) le demandeur y avait sa résidence habituelle; ou

b) il y avait résidé habituellement pendant une période continue d'une année comprise au moins partiellement dans le deux années précédant la date de la demande; ou

5) le demandeur en divorce était un ressortissant de cet Etat et les deux conditions suivantes étaient en outre remplies:

a) le demandeur était présent dans cet Etat à la date de la demande et

b) les époux avaient, en dernier lieu, habituellement résidé ensemble dans un Etat dont la loi ne connaissait pas le divorce à la date de la demande.

Article 3.

Lorsque la compétence, en matière de divorce ou de séparation de corps, peut être fondée dans l'Etat d'origine sur le domicile, l'expression «résidence habituelle» dans l'article 2 est censée comprendre le domicile au sens où ce terme est admis dans cet Etat.

Toutefois, l'alinéa précédent ne vise pas le domicile de l'épouse lorsque celui-ci est légalement rattaché au domicile de son époux.

Article 4.

S'il y a eu une demande reconventionnelle, le divorce ou la séparation de corps intervenu sur la demande principale ou la demande reconventionnelle est reconnu si l'une ou l'autre répond aux conditions des articles 2 ou 3.

Article 5.

Lorsqu'une séparation de corps, répondant aux dispositions de la présente Convention, a été convertie en divorce dans l'Etat d'origine, la reconnaissance du divorce ne peut pas être refusée pour le motif que les conditions prévues aux articles 2 ou 3 n'étaient plus remplies lors de la demande en divorce.

Article 6.

Lorsque le défendeur a comparu dans la procédure, les autorités de l'Etat où la reconnaissance d'un divorce ou d'une séparation de corps est invoquée seront liées par les constations de fait sur lesquelles a été fondée la compétence.

La reconnaissance du divorce ou de la séparation de corps ne peut pas être refusée au motif:

a) soit que la loi interne de l'Etat où cette reconnaissance est invoquée ne permettrait pas, selon les cas, le divorce ou la séparation de corps pour les mêmes faits;

b) soit qu'il a été fait application d'une loi autre que celle qui aurait été applicable d'après les règles de droit international privé de cet Etat.

Sous réserve de ce qui serait nécessaire pour l'application d'autres dispositions de la présente Convention, les autorités de l'Etat où la reconnaissance d'un divorce ou d'une séparation de corps est invoqué ne peuvent procédér à aucun examen de la décision quant au fond.

Article 7.

Tout Etat contractant peut refuser la reconnaissance d'un divorce entre deux époux qui, au moment où il a été acquis, étaient exclusivement ressortissants d'Etats dont la loi ne connaît pas le divorce.

Article 8.

Si, eu égard à l'ensemble des circonstances, les démarches appropriées n'ont pas été entreprises pour que le défendeur soit informé de la demande en divorce ou en séparation de corps, ou si le défendeur n'a pas été mis à même de faire valoir ses droits, la reconnaissance du divorce ou de la séparation de corps peut être refusée.

Article 9.

Tout Etat contractant peut refuser la reconnaissance d'un divorce ou d'une séparation de corps s'ils sont incompatibles avec une décision antérieure ayant pour objet principal l'état matrimonial des époux, soit rendue dans l'Etat où la reconnaissance est invoquée, soit reconnue ou remplissant les conditions de la reconaissance dans cet Etat.

Article 10.

Tout Etat contractant peut refuser la reconnaissance d'un divorce ou d'une séparation de corps, si elle est manifestement incompatible avec son ordre public.

Article 11.

Un Etat, tenu de reconnaitre un divorce par application de la présente Convention, ne peut pas interdire le remariage à l'un ou l'autre des époux au motif que la loi d'un autre Etat ne reconnait pas ce divorce.

Article 12.

Dans tout Etat contractant, il peut être sursis à statuer sur toute demande en divorce ou en séparation de corps, si l'état matrimonial de l'un ou de l'autre des époux fait l'objet d'une instance dans un autre Etat contractant.

Article 13

A l'égard des divorces ou des séparations de corps acquis ou invoqués dans des Etats contractants qui connaissent en ces matières deux ou plusieurs systèmes de droit applicables dans des unités territoriales différentes:

1) toute référence à la loi de l'Etat d'origine vise la loi du territoire dans lequel le divorce ou la séparation de corps a été acquis;

2) toute référence à la loi de l'Etat de reconnaissance vise la loi du for; et

3) toute référence au domicile ou à la résidence dans l'Etat d'origine vise le domicile ou la résidence dans le territoire dans lequel le divorce ou la séparation de corps a été acquis.

Article 14

Pour l'application des articles 2 et 3, lorsque l'Etat d'origine connaît en matière de divorce ou de séparation de corps deux ou plusieurs systèmes de droit applicables dans des unités territoriales différentes:

1) L'article 2, chiffre 3, s'applique lorsque les deux époux étaient ressortissants de l'Etat dont l'unité territoriale où le divorce ou la séparation de corps a été acquis forme une partie, sans égard à la résidence habituelle des époux;

2) l'article 2, chiffres 4 et 5, s'applique lorsque le demandeur était ressortissant de l'Etat dont l'unité territoriale où le divorce ou la séparation de corps a été acquis forme une partie.

Article 15

Au regard d'un Etat contractant qui connait en matière de divorce ou de séparation de corps deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat vise le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

Article 16

Si, pour l'application de la présente Convention, on doit prendre en considération la loi d'un Etat, contractant ou non, autre que l'Etat d'origine ou de reconnaissance, qui connaît en matière de divorce ou de séparation de corps deux ou plusieurs systèmes de droit d'application territoriale ou personnelle, il y a lieu de se referer au système désigné par le droit dudit Etat.

Article 17

La présente Convention ne met pas obstacle dans un Etat contractant à l'application de règles de droit plus favorables à la reconnaissance des divorces et de séparations de corps acquis à l'étranger.

Article 18

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application d'autres conventions auxquelles un ou plusieurs Etats contractants ont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

Les Etats contractants veilleront cependant à ne pas conclure d'autres conventions en la matière, incompatibles avec les termes de la présente Convention, à moins de raisons particulières tirées de liens régionaux ou autres; quelles que soient les dispositions de telles conventions, les Etats contractants s'engagent à reconnaitre, en vertu de la présente Convention, les divorces et les séparations de corps acquis dans des Etats contractants qui ne sont pas Parties à ces conventions.

Article 19

Tout Etat contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, se réserver le droit:

1) De ne pas reconnaître un divorce ou une séparation de corps entre deux époux qui, au moment où il a été acquis, étaient exclusivement ses ressortissants, lorsqu'une loi autre que celle désignée par son droit international privé a été appliquée, à moins que cette application n'ait abouti au même résultat que si l'on avait observé cette dernière loi;

2) de ne pas reconnaître un divorce entre deux époux qui, au moment où il a été acquis, avaient l'un et l'autre leur résidence habituelle dans des Etats qui ne connaissaient pas le divorce. Un Etat qui fait usage de la réserve prévue au présent paragraphe ne pourra refuser la reconnaissance par application de l'article 7.

Article 20.

Tout Etat contractant dont la loi ne connait pas le divorce pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, se réserver le droit de ne pas reconnaître un divorce si, au moment où celui-ci a été acquis, l'un des époux était ressortissant d'un Etat dont la loi ne connaissait pas le divorce.

Cette réserve n'aura d'effet qu'aussi longtemps que la loi de l'Etat qui en a fait usage ne connaîtra pas le divorce.

Article 21.

Tout Etat copntractant dont la loi ne connaît pas la séparation de corps pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, se réserver le droit de ne pas reconnaitre une séparation de corps si, au moment où celle-ci a été acquise, l'un des époux était ressortissant d'un Etat contractant dont la loi ne connaissait pas la séparation de corps.

Article 22.

Tout Etat contractant pourra déclarer à tout moment que certaines catégories de personnes qui ont sa nationalité pourront ne pas être considérées comme ses ressortissants pour l'application de la présente Convention.

Article 23.

Tout Etat contractant qui comprend, en matière de divorce ou de séparation de corps, deux ou plusieurs systèmes de droit, pourra au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à tous ce systèmes de droit ou seulement à un ou plusieurs d'entre eux, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas et indiqueront expressément les systèmes de droit auxquels la Convention s'applique.

Tout Etat contractant peut refuser de reconnaitre un divorce ou une séparation de corps si, à la date où la reconnaissance est invoquée, la Convention n'est pas applicable au système de droit d'après lequel ils ont été acquis.

Article 24.

La présente Convention est applicable quelle que soit la date à laquelle le divorce ou la séparation de corps a été acquis.

Toutefois, tout Etat contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, se réserver le droit de ne pas appliquer la

présente Convention à un divorce ou à une séparation de corps acquis avant la date de son entrée en vigueur pour cet Etat.

Article 25.

Tout Etat pourra au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, faire une ou plusieurs des reserves prévues aux articles 19, 20, 21 et 24 de la présente Convention. Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat contractant pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 29, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaire Etrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précedent.

Article 26.

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 27.

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le depôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 26, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 28.

Tout Etat représenté à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé qui est Membre de cette Conférence ou de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée de celle-ci ou Partie au Statut de la Cour internationale de Justice pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 27, alinéa premier.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérant, le soixantième jour après le dépôt de son istrument d'adhésion.

L'adhésion n'aura effet que dans les rapports entre l'Etat adhérant et les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion. Cette déclaration sera déposée auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas; celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

La Convention entrera en vigueur entre l'Etat adhérant et l'Etat ayant déclaré accepter cette adhésion soixante jours après le depôt de la déclaration d'acceptation.

Article 29.

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'extension n'aura d'effet que dans les rapports avec les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette extension. Cette déclaration sera déposée auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas; celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

L'extension produira ses effets dans chaque cas soixante jours après le depôt de la déclaration d'acceptation.

Article 30.

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entré en vigueur conformément à l'article 27, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelés tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 31.

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 26, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 28:

a) les signatures et ratifications visées à l'article 26;

b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 27, alinéa premier.

c) les adhésions prévues à l'article 28 et la data à laquelle elles auront effet;

d) les extensions prévues à l'article 29 et la date à laquelle elles auront effet;

e) les dénonciations prévues à l'article 30;

f) les réserves et les retraits de réserves visés aux articles 19, 20, 21, 24 et 25;

g) les déclarations visées aux articles 22, 23, 28 et 29.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 1 juin 1970, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, tra cui il testo in lingua francese sopra riportato.*

CONVENZIONE SUL RICONOSCIMENTO DEI DIVORZI E DELLE SEPARAZIONI PERSONALI, ADOTTATA ALL'AJA IL 1° GIUGNO 1970

Gli Stati firmatari della presente Convenzione,

Al fine di facilitare il riconoscimento dei divorzi e delle separazioni personali ottenute nei loro rispettivi territori,

Hanno deciso di adottare in tal senso una Convenzione e hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Articolo 1.

La presente Convenzione si applica al riconoscimento in uno Stato contraente, dei divorzi e delle separazioni personali ottenute in un altro Stato contraente a seguito di una procedura giudiziaria o altra procedura ufficialmente riconosciuta in detto Stato e che vi abbiano effetto giuridico.

La Convenzione non concerne le disposizioni relative alle colpe, né le misure o condanne accessorie contenute nella decisione di divorzio o di separazione personale, segnatamente le condanne pecuniarie o le disposizioni relative all'affidamento dei figli.

Articolo 2.

Tali divorzi e separazioni personali sono riconosciuti in tutti gli altri Stati contraenti, fatte salve le altre disposizioni della presente Convenzione se, alla data della richiesta nello Stato (qui di seguito denominato «Stato di origine») del divorzio e della separazione personale:

1) il convenuto vi aveva la sua residenza abituale; o

2) il richiedente vi aveva la sua residenza abituale ed era inoltre soddisfatta una delle condizioni seguenti:

a) tale residenza abituale era durata per almeno un anno immediatamente prima della data della domanda;

b) i coniugi vi avevano ultimamente risieduto abitualmente insieme; o

3) i due coniugi erano cittadini di tale Stato; o

4) il richiedente era un cittadino di detto Stato ed una delle seguenti condizioni era inoltre soddisfatta:

a) il richiedente vi aveva la sua residenza abituale; o

b) vi aveva risieduto abitualmente per un periodo continuativo di un anno compreso, almeno parzialmente, nei due anni precedenti la data della domanda; o

5) il richiedente di divorzio era cittadino di questo Stato ed erano inoltre soddisfatte le seguenti due condizioni:

a) il richiedente era presente in detto Stato alla data della domanda e

b) i coniugi avevano ultimamente risieduto abitualmente insieme in uno Stato la cui legge non prevedeva il divorzio alla data della richiesta.

Articolo 3.

Qualora la competenza in materia di divorzio o di separazione personale si basi, nello Stato di origine, sul concetto di «domicilio», l'espressione «residenza abituale» nell'articolo 2 dovrà comprendere il domicilio secondo il senso attribuito a detto termine in questo Stato.

Tuttavia, il comma precedente non si applica al domicilio della moglie, quando questo è giuridicamente ricollegato al domicilio del coniuge.

Articolo 4.

Se è stata proposta una domanda di riconciliazione, il divorzio o la separazione personale intervenuti sulla domanda principale o sulla domanda riconvenzionale saranno riconosciuti se l'una o l'altra soddisfano le condizioni di cui agli articoli 2 e 3.

Articolo 5.

Qualora una separazione personale, che sia conforme alle disposizioni della presente Convenzione, sia stata tramutata in divorzio nello Stato di origine, il riconoscimento del divorzio non potrà essere rifiutato per il motivo che le condizioni previste agli articoli 2 o 3 non erano più soddisfatte al momento della domanda di divorzio.

Articolo 6.

Qualora il convenuto sia comparso nella procedura, le autorità dello Stato nel quale è richiesto il riconoscimento di un divorzio o di una

separazione personale saranno vincolate dalle constatazioni di fatto sulle quali si è basata la competenza.

Il riconoscimento del divorzio o della separazione personale non potrà essere rifiutato:

a) sia che la legge interna dello Stato nel quale tale riconoscimento è richiesto non permetta il divorzio o secondo i casi la separazione personale per i medesimi fatti;

b) sia che sia stata applicata una legge diversa da quella applicabile secondo i principi di diritto internazionale privato di questo Stato.

Fatto salvo quanto eventualmente necessario per l'applicazione di altre disposizioni della presente Convenzione, le autorità dello Stato nel quale è richiesto il riconoscimento di un divorzio o di una separazione personale, non possono procedere ad alcun esame di merito della decisione.

Articolo 7.

Ciascuno Stato contraente può rifiutare il riconoscimento di un divorzio tra due coniugi che, al momento in cui è stato ottenuto, erano cittadini solo di Stati la cui legislazione non prevede il divorzio.

Articolo 8.

Se, tenuto conto dell'insieme delle circostanze, non è stato effettuato quanto necessario per portare a conoscenza del convenuto la domanda di divorzio o di separazione personale, o se al convenuto non è stata data la possibilità di far valere i suoi diritti, il riconoscimento del divorzio o della separazione personale potrà essere negato.

Articolo 9.

Ciascuno Stato contraente può rifiutare il riconoscimento di un divorzio o di una separazione personale se ciò è incompatibile con una precedente decisione relativa allo stato matrimoniale dei coniugi pronunciata nello Stato in cui il riconoscimento è richiesto o da esso riconosciuta o che soddisfi le condizioni del riconoscimento in tale Stato.

Articolo 10.

Ciascuno Stato contraente può rifiutare il riconoscimento di un divorzio o di una separazione personale se è manifestamente incompatibile con il suo ordine pubblico.

Articolo 11.

Uno Stato tenuto a riconoscere un divorzio ai sensi della presente Convenzione non può vietare ad uno o all'altro coniuge di risposarsi, adducendo il motivo che la legge di un altro Stato non riconosce tale divorzio.

Articolo 12.

In ciascuno Stato contraente qualsiasi procedura di divorzio o di separazione personale potrà essere sospesa, qualora lo stato matrimoniale dell'uno o dell'altro coniuge sia oggetto di una causa pendente in un altro Stato contraente.

Articolo 13.

Per quanto riguarda i divorzi o le separazioni ottenuti o richiesti in Stati contraenti che prevedono in tali materie due o più ordinamenti giuridici applicabili in unità territoriali diverse:

1) ogni riferimento alla legge dello Stato d'origine s'intende come relativo alla legge del territorio nel quale è stato ottenuto il divorzio o la separazione personale;

2) ogni riferimento alla legge dello Stato di riconoscimento s'intende come relativo alla legge del foro;

3) ogni riferimento al domicilio o alla residenza nello Stato di origine indica il domicilio o la residenza nel territorio nel quale è stato ottenuto il divorzio o la separazione personale.

Articolo 14.

Per quanto riguarda l'applicazione degli articoli 2 e 3, quando lo Stato d'origine ha in materia di divorzio o di separazione personale due o più ordinamenti giuridici applicabili in unità territoriali diverse:

1) L'articolo 2, paragrafo 3, si applica quando i due coniugi erano cittadini dello Stato di cui l'unità territoriale — nella quale il divorzio o una separazione personale sono stati ottenuti — fa parte, e ciò a prescindere dalla residenza abituale dei coniugi;

2) L'articolo 2, paragrafi 4 e 5, si applica quando il richiedente sia cittadino dello Stato di cui l'unità territoriale nella quale il divorzio o la separazione personale sono stati ottenuti fa parte.

Articolo 15.

Per quanto concerne uno Stato contraente che ha, in materia di divorzio o di separazione personale, due o più ordinamenti giuridici applicabili a diverse categorie di persone, ogni riferimento alla legge di questo Stato indica l'ordinamento giuridico specificato dalla legge di detto Stato.

Articolo 16.

Qualora, ai fini dell'applicazione della presente Convenzione, si debba prendere in considerazione la legge di uno Stato, sia o no contraente, diverso dallo Stato di origine o di riconoscimento, che abbia, in materia di divorzio o di separazione personale, due o più ordinamenti giuridici di applicazione territoriale o personale, si farà riferimento all'ordinamento specificato dalla legge di detto Stato.

Articolo 17.

La presente Convenzione non ostacola l'applicazione, in uno Stato contraente, di norme giuridiche più favorevoli al riconoscimento di divorzi o di separazioni personali ottenuti all'estero.

Articolo 18.

La presente Convenzione non pregiudica l'applicazione di altre Convenzioni delle quali uno o più Stati contraenti sono o saranno parti e che contengano disposizioni sulle materie regolate dalla presente Convenzione.

Gli Stati contraenti tuttavia dovranno astenersi dal concludere altre convenzioni in materia, incompatibili con le disposizioni della presente Convenzione, tranne che per ragioni particolari derivanti da vincoli regionali o altri; quali che siano le disposizioni di dette Convenzioni, gli Stati contraenti si impegnino a riconoscere, in virtù della presente Convenzione, i divorzi e le separazioni personali ottenuti in Stati contraenti che non siano parti di tali convenzioni.

Articolo 19.

Ciascuno Stato contraente potrà, al più tardi al momento della ratifica o dell'adesione, riservarsi il diritto:

1) di non riconoscere un divorzio o una separazione personale fra due coniugi che, nel momento in cui è stato ottenuto, erano solo suoi cittadini, qualora sia stata applicata una legge diversa da quella prevista dal suo diritto internazionale privato, a meno che detta applicazione non abbia portato allo stesso risultato che se si fossero osservate le norme di quest'ultimo;

2) di non riconoscere un divorzio fra due coniugi se, nel momento in cui fu ottenuto, entrambi avevano la loro residenza abituale in Stati che non prevedevano il divorzio. Uno Stato che fa uso della riserva prevista nel presente paragrafo non potrà rifiutare il riconoscimento per applicazione dell'articolo 7.

Articolo 20.

Ciascuno Stato contraente la cui legge non preveda il divorzio potrà, al più tardi al momento della ratifica o dell'adesione, riservarsi il diritto di non riconoscere un divorzio se, nel momento in cui questo fu ottenuto, uno dei coniugi era cittadino di uno Stato contraente la cui legge non prevedeva il divorzio.

Detta riserva avrà effetto solo fino a che la legge dello Stato che ne fa uso non riconoscerà il divorzio.

Articolo 21.

Ciascuno Stato contraente la cui legge non preveda la separazione personale, potrà al più tardi al momento della ratifica o dell'adesione riservarsi il diritto di non riconoscere una separazione personale se, nel momento in cui questa fu ottenuta, uno dei coniugi era cittadino di uno Stato contraente la cui legge non prevedeva la separazione personale.

Articolo 22.

Ciascuno Stato contraente potrà dichiarare in ogni momento che determinate categorie di persone che hanno la sua nazionalità potranno non essere considerate come suoi cittadini ai fini dell'applicazione della presente Convenzione.

Articolo 23.

Ciascuno Stato contraente che abbia, in materia di divorzio o di separazione personale, due o più ordinamenti giuridici potrà, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione, dichiarare che la presente Convenzione si estende a tutti questi ordinamenti giuridici o solo a uno o più di essi, e potrà in ogni momento modificare questa dichiarazione facendo una nuova dichiarazione.

Tali dichiarazioni saranno notificate al Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi, e indicheranno espressamente gli ordinamenti giuridici ai quali la Convenzione si applica.

Gli Stati contraenti possono rifiutare di riconoscere un divorzio o una separazione personale se, alla data in cui il riconoscimento è richiesto, la Convenzione non sia applicabile all'ordinamento giuridico secondo le cui norme questi sono stati ottenuti.

Articolo 24.

La presente Convenzione è applicabile a prescindere dalla data nella quale il divorzio o la separazione personale è stata ottenuta.

Tuttavia, uno Stato contraente potrà, al più tardi al momento della ratifica o dell'adesione, riservarsi il diritto di non applicare la presente Convenzione ad un divorzio o ad una separazione personale ottenuta prima della data della sua entrata in vigore in questo Stato.

Articolo 25.

Ciascuno Stato potrà, al più tardi al momento della ratifica o dell'adesione, formulare una o più riserve come previsto agli articoli 19, 20, 21 e 24 della presente Convenzione. Nessun'altra riserva sarà ammessa.

Ciascuno Stato contraente potrà anche, notificando una estensione della Convenzione in conformità all'articolo 29, formulare una o più di queste riserve con effetto limitato ai territori o ad alcuni dei territori indicati nella notifica di estensione.

Ciascuno Stato contraente potrà, in qualsiasi momento, ritirare una riserva precedentemente formulata. Tale ritiro sarà notificato al Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

L'effetto della riserva cesserà il sessantesimo giorno dopo la notifica di cui al comma precedente.

Articolo 26.

La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati rappresentati alla Undicesima sessione della Conferenza di diritto internazionale privato de L'Aja.

Essa sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

Articolo 27.

La presente Convenzione entrerà in vigore il sessantesimo giorno dopo il deposito del terzo strumento di ratifica di cui all'articolo 26, comma 2.

La Convenzione entrerà in vigore per ciascuno Stato firmatario che la ratifichi successivamente, il sessantesimo giorno dopo il deposito del suo strumento di ratifica.

Articolo 28.

Ciascuno Stato non rappresentato alla Undicesima sessione della Conferenza de L'Aja di diritto internazionale privato, che sia membro di tale Conferenza o dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o di un'Agenzia specializzata nell'ambito di tale Organizzazione, o sia parte dello Statuto

della Corte internazionale di Giustizia, potrà aderire alla presente Convenzione dopo la sua entrata in vigore in conformità all'articolo 27, comma primo.

Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

La Convenzione entrerà in vigore, per lo Stato aderente, il sessantesimo giorno dopo il deposito del suo strumento di adesione.

L'adesione avrà effetto solo fra lo Stato aderente e gli Stati contraenti che avranno dichiarato di accettare tale adesione. Tale dichiarazione sarà depositata presso il Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi; quest'ultimo ne invierà, per via diplomatica, copia certificata conforme a ciascuno stato contraente.

La Convenzione entrerà in vigore, fra lo Stato aderente e lo Stato che abbia dichiarato di accettare tale adesione, sessanta giorni dopo il deposito della dichiarazione di accettazione.

Articolo 29.

Qualsiasi Stato, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione, potrà dichiarare che la presente Convenzione si estenderà all'insieme dei territori che rappresenta sul piano internazionale, o a uno o più di essi. Tale dichiarazione avrà effetto al momento dell'entrata in vigore della Convenzione per il suddetto Stato.

In seguito, ogni estensione di questo tipo sarà notificata al Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

L'estensione avrà effetto solo per gli Stati contraenti che avranno dichiarato di accettare tale estensione. Tale dichiarazione sarà depositata presso il Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi; detto Ministero ne farà pervenire, per via diplomatica, una copia certificata conforme a ciascuno Stato contraente.

L'estensione produrrà i suoi effetti in ogni caso sessanta giorni dopo il deposito della dichiarazione di accettazione.

Articolo 30.

La presente Convenzione avrà una durata di cinque anni a partire dalla data della sua entrata in vigore in conformità all'articolo 27, comma primo, anche per gli Stati che l'avranno ratificata o vi avranno successivamente aderito.

La Convenzione sarà tacitamente rinnovata allo scadere di ogni quinquennio, salvo denuncia.

La denuncia sarà, almeno sei mesi prima della scadenza del termine di cinque anni, notificata al Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

Potrà essere limitata ad alcuni dei territori cui si applica la Convenzione.

La denuncia avrà effetto solo per quanto riguarda lo Stato che l'ha notificata.

La Convenzione rimarrà in vigore per gli altri Stati contraenti.

Articolo 31.

Il Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi notificherà agli Stati di cui all'articolo 26, ed agli Stati che vi avranno aderito in conformità alle disposizioni dell'articolo 28, quanto segue:

a) le firme e ratifiche indicate all'articolo 26;

b) la data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore conformemente alle disposizioni dell'articolo 27, comma primo.

c) le adesioni previste all'articolo 28 e la data in cui entreranno in vigore;

d) le estensioni previste all'articolo 29 e la data in cui entreranno in vigore;

e) le denunce previste all'articolo 30;

f) le riserve e i ritiri di riserva di cui agli articoli 19, 20, 21, 24 e 25;

g) le dichiarazioni di cui agli articoli 22, 23, 28 e 29.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a L'Aja, il 1° giugno 1970, in francese e in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un solo esemplare che sarà depositato presso gli Archivi del Governo dei Paesi Bassi e di cui una copia certificata conforme sarà inviata, per via diplomatica, a ciascuno degli Stati rappresentati alla Undicesima sessione della Conferenza di diritto internazionale privato de L'Aja.